

*LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN*  
Conférences de Charles-Edouard Leroux

[celeroux@orange.fr](mailto:celeroux@orange.fr)

Cycle 2017  
Premier semestre

## Le lourd cauchemar démocratique

La démocratie fut un rêve, et devint une réalité dont les insuffisances ne cessent de trahir la légitimité. Nous pouvons avoir aujourd'hui le sentiment que le désarroi qui s'empare des peuples un peu partout menace de faire virer le projet démocratique du rêve au cauchemar... Comment désormais faire de l'Idée démocratique l'antidote à la brutalité du monde qui s'annonce ?

---

Pour vous donner une idée de la teneur de ce que je présente comme « *le lourd cauchemar démocratique* », formule d'emprunt sur laquelle je m'expliquerai un peu plus loin, je commencerai par évoquer l'expression introduite par Freud après le premier conflit mondial, celle d'un « *malaise dans la civilisation* »<sup>1</sup>, qui s'énoncerait présentement comme un « *malaise dans la démocratie* ». Le recours au terme français de *malaise*, du moins entendu dans un usage courant qui désigne souvent un quelconque trouble vague et passager (un inconfort, une gêne ou une inquiétude), peut avoir l'inconvénient de minimiser ce dont il s'agit, en particulier quand il s'agit de phénomènes sociaux ou plutôt, pour parler comme Edgar Morin, de *politique de civilisation*<sup>2</sup>. L'équivoque semble d'ailleurs la même lorsqu'il s'agit du terme allemand de *Unbehagen* employé par Freud. J'ai souvenir que la chanteuse Nina Hagen, égérie du néo punk allemand, a précisément intitulé *Unbehagen* (donc *malaise* ou *mal à l'aise*)<sup>3</sup> son album aux accents punk et funk devenu mythique au cours des années quatre-vingts. Un rapprochement qui n'est pas dénué d'intérêt quand on suit l'itinéraire de Nina Hagen qui est parvenue à échapper aux affres de sa révolte et de sa souffrance par sa conversion encore récente aux spiritualités bouddhiste, puis chrétienne<sup>4</sup>. Un indice, si l'on veut, de ce que le prétendu « retour du religieux » qui fait tellement question en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, n'est pas sans rapport avec le profond malaise de la démocratie. Nous y reviendrons.

Pour l'heure, je voudrais vous donner une mesure plus exacte de ce *malaise dans la démocratie*. Bien sûr, ici et là, à savoir en Europe, en Occident, espace des vieilles démocraties, et partout dans le monde selon le degré de démocratie applicable à des régimes politiques de natures très variées, la démocratie connaît des difficultés que je qualifierais de difficile adaptation aux évolutions. Mais ma référence à la psychanalyse freudienne est faite pour donner à la question du *malaise dans la démocratie* une envergure et une profondeur, donc des enjeux et une portée sociale et historique lourds de conséquences. La question de la vie et de la mort de la démocratie sous toutes ses formes, question aujourd'hui autrement plus complexe qu'au temps de la Guerre froide (pour faire référence à un essai fameux de Jean-

---

<sup>1</sup> Sigmund Freud : *Malaise dans la civilisation* (1930). 184 p., Points essais, 2010.

<sup>2</sup> Edgar Morin : *Une politique de civilisation* (2002). Réédition Arléa, 250 p., 2016.

<sup>3</sup> Nina Hagen : *Unbehagen*. LP Dutch CBS (Vinyl), 1979. Nina Hagen : *Personal Jesus*, CD Universal, 2010.

<sup>4</sup> Nina Hagen : *Confessions*. 256 p., Hatier, 2011.

François Revel, publié en 1983 : *Comment les démocraties finissent*<sup>5</sup>), semble en effet en passe de devenir le dénominateur commun d'un ensemble de bouleversements majeurs qui affectent aujourd'hui la planète, qu'il s'agisse, pour l'Europe des démocraties « classiques », du rapport au travail, à la religion, à l'éducation et à la culture, mais tout autant des graves crises qui affectent le continent africain, le monde arabe ou les différentes composantes de l'Asie-Pacifique dans à peu près tous les domaines qui concernent les différents modes de vie.

Une partie du désarroi manifeste aujourd'hui dans différentes régions du monde provient probablement de la convergence de problèmes de différentes natures, tant socio-économique que culturo-religieux ou ethno-politique, convergence que nous pouvons interpréter globalement comme *ayant trait à l'exercice de la démocratie* ; qu'il s'agisse de la forte demande de démocratie dans un certain nombre de pays arabes (à commencer par la Lybie et l'Égypte), des contestations populaires qui perturbent peu ou prou le fragile équilibre de quelques capitales européennes (Athènes, Madrid...) ou extra-européennes (Moscou, Istanbul, Kiev, ou encore Rio de Janeiro, Caracas, Bangkok...) ; mais encore des dérives ou risques de dérives autoritaires (voire dictatoriales) occasionnées ici par la montée de l'islamisme radical, là par le retour des nationalismes en Europe, quand il ne s'agit pas de projets de retour à l'Empire.

Nous avons affaire dans tous les cas à des manifestations populaires de différentes natures, mais qui ont en commun de faire vivre à toutes les sociétés concernées des temps difficiles dont nul ne peut actuellement augurer des suites, le bilan de ce qu'on a un peu vite appelé « les printemps arabes » invitant aujourd'hui les plus optimistes à modérer leurs pronostics. Il va sans dire que l'accession de Donald Trump à la tête de la première puissance mondiale n'est pas faite pour diminuer l'inquiétude de ceux qui redoutent cet « ensauvagement » dont Thérèse Delpech appréhendait tant le retour après la relative accalmie qui avait suivi le second conflit mondial<sup>6</sup>.

C'est à la lecture d'un récent ouvrage de Philippe Sollers intitulé *Complots* que j'ai saisi au vol la formule suivante : « *ce lourd cauchemar démocratique* »<sup>7</sup>. L'écriture de Sollers est volontiers sibylline (autrement dit libre et prophétique), et l'écrivain parle normalement de littérature et d'art quand il évoque « *ce lourd cauchemar démocratique* ». Philippe Sollers est rusé, mais nul n'est dupe, et sa formule se nourrit d'autant plus de l'air du temps que la littérature est pour lui le recours en cas de cauchemar, et que ce qu'il nomme ces « *vastes complots* » que constituent les ripostes des écrivains et des artistes sont à ses yeux des complots salvateurs. C'est suggérer le rôle que joue (ou devrait jouer) l'écriture dans la promotion ou dans le sauvetage de la démocratie.

Lourd cauchemar démocratique donc. Cauchemar, d'abord, partout où le rêve, autrement dit l'aspiration démocratique devient source d'anxiété et de peur, quand il ne s'agit pas de déception ou d'horreur. Mais le cauchemar démocratique est aussi celui des maîtres du monde qui voient les peuples organiser des résistances qui menacent et font vaciller leur pouvoir jusqu'à destituer ou chasser les tyrans, comme ce fut le sort d'Ali Abdallah Saleh au Yémen, de Viktor Yanoukovitch en Ukraine et de Yingluck Shinawatra en Thaïlande. Ainsi, cauchemar démocratique là où les peuples refusent de se plier à l'inacceptable et se mobilisent pour prendre la parole et revendiquer leur autonomie face à leurs dirigeants.

Le cauchemar vient de ce que le sursaut démocratique n'est pas seulement risqué (on sait ce qu'on perd, mais on n'est pas sûr de ce qu'on va gagner, voyez l'Irak, la Lybie, l'Égypte),

<sup>5</sup> Jean-François Revel : *Comment les démocraties finissent*. 332 p., Grasset, 1983.

<sup>6</sup> Thérèse Delpech : *L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle* (2005). 366 p., Grasset, 2005.

<sup>7</sup> Philippe Sollers : *Complots*. 240 p., Gallimard, 2016.

mais de ce qu'un peu partout les foyers de contestation et d'expérimentation ont donné naissance à ce que Claude Lefort a naguère qualifié de *démocratie sauvage* pour insister sur ce que les mouvements d'émancipation comportaient d'inédit et parfois de déraisonnable en regard du discours dominant, qui est essentiellement celui des financiers et des économistes<sup>8</sup>. C'est qu'il y a inévitablement quelque chose d'insurrectionnel dans toute revendication démocratique. Sur les pas de Claude Lefort, Miguel Abensour revient précisément sur cette dimension *sauvage* ou *libertaire* qui constituerait la vérité de la démocratie, insurgente, anarchique, par essence opposée à l'Etat<sup>9</sup>. Sans vraiment se situer dans la ligne du jeune Marx qui prophétisait que la réalisation de la vraie démocratie aurait pour condition la disparition de l'Etat, Abensour insiste bien sur ce que le sens des mobilisations démocratiques réside dans une certaine opposition à l'Etat, et pas seulement à l'Etat autoritaire ou tyrannique, comme on l'a vu lors des révolutions arabes ou bien à Istanbul et à Moscou, mais également dans les Etats de droit que sont les démocraties libérales, là où les mobilisations réclament une *démocratie réelle* qui correspondent aux aspirations populaires par opposition aux décisions prises par les représentants, avec leurs experts et leurs économistes, la plupart du temps à l'insu des aspirations des citoyens. Ainsi que l'établit fort bien la philosophe Sandra Laugier, « *une nouvelle sensibilité [politique] s'est lentement constituée au cours de la seconde moitié du XXe siècle* »<sup>10</sup>. Nouvelle sensibilité qui conduit de plus en plus de gens à ne plus accepter un certain nombre de choses, jusqu'à ne plus se satisfaire de régimes politiques qui, dans les meilleurs des cas, ne constituent qu'une apparence de démocratie. A défaut de parler de cauchemar, c'est bien une espèce de zizanie qui semble s'installer quand, au nom de la démocratie réelle, « *ceux qui entendent la pratiquer ne manifestent aucun souci de prendre ou d'exercer le pouvoir, refusent de s'inscrire dans le rouages des organisations partisans, se donnent une obligation de transparence, entendent respecter clairement la voix de chacun, et s'entendent à favoriser et étendre l'exercice de la démocratie à l'écart des instances du système représentatif – ou en rupture avec leur fonctionnement actuel* ». Refuser d'exercer le pouvoir, se tenir à l'écart des partis et du système, inventer une nouvelle manière d'exercer une démocratie qui interpelle chacun : pensons au *mouvement des Indignés* qui éclate en Espagne à partir du 15 mai 2011, à celui de *Occupy Wall Street* qui débute à New-York en septembre de la même année, au *Printemps d'érable* québécois de 2012, aux manifestations de masse qu'ont récemment connues la Chine et la Russie, et aux toutes récentes manifestations en Roumanie, tout cela annonce l'aspiration à une société politique radicalement différente où chacun serait appelé à participer directement à la prise de décision démocratique, une société politique que Michael Hardt et Antonio Negri appellent *autogestion du commun*<sup>11</sup>, le *Commun* étant un concept différent de celui de communisme, et plus proche de celui de *communauté (de citoyens)*, selon un principe énoncé de la manière suivante par Pierre Dardot et Christian Laval, qui voient dans la vague mondiale des mobilisations démocratiques un moyen de « *combattre le capitalisme en tournant le dos au communisme d'État* »<sup>12</sup>.

D'où parfois cette impression de zizanie et la crainte que cette somme de mobilisations démocratiques n'engendre plus de désordre et de violence que de justice et d'égalité (l'échec

<sup>8</sup> Claude Lefort : *Essais sur le politique au XIX-XXe siècles* (1986). 364 p., Points-essais, 2001.

<sup>9</sup> Miguel Abensour : *La démocratie contre l'Etat : Marx et le moment machiavélien*. 304 p., Le Félin, 2012.

<sup>10</sup> Sandra Laugier & Albert Augien : *Le principe démocratie*. 220 p., La Découverte, 2014.

<sup>11</sup> Michael Hardt & Antonio Negri : *Déclaration. Ceci n'est pas un manifeste*. 135 p., Liber/Raisons d'agir, 2013.

<sup>12</sup> Pierre Dardot et Christian Laval : *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*. 600 p., La Découverte/Poche, 2015.

de quelques Printemps arabes est là pour le confirmer), et fait à juste titre redouter que le rêve ne vire au cauchemar. Et pourtant, la légitimité de ces revendications démocratiques peut être étayée par deux arguments : d'une part celui qui fait l'objet du livre de Sandra Laugier et Albert Augien cité plus haut, à savoir que les exigences à l'œuvre dans cette vague mondiale de revendication démocratique vont dans le sens de ce que nos auteurs définissent comme *le Principe démocratie* qui légitime la volonté des citoyens de s'organiser pour contrôler directement ce que font leurs dirigeants<sup>13</sup>. Une volonté citoyenne qui refuse la soumission aveugle à l'autorité et considère que la conquête du pouvoir ne peut constituer la raison d'être de la politique, qui doit avoir pour visée exclusive la recherche du (bien) commun. D'autre part, l'argument qui est au cœur du tout dernier volume du vaste ensemble que Marcel Gauchet a consacré à *L'avènement de la démocratie*, dont un entretien avec un journaliste du journal *Le Monde* nous livre la quintessence : « *Nous autres Occidentaux, sommes porteurs de promesses qu'on ne peut pas refuser* »<sup>14</sup>. De fait, le « *lourd cauchemar démocratique* » ne résulte nullement des mouvements de protestation qui secouent la planète, mais de la connivence des régimes démocratiques avec l'économie de marché et le néolibéralisme. La double revendication à la fois de démocratie et de démocratie réelle constitue bien la réponse au sentiment de perte de sens et au sentiment profond d'injustice face aux réalités du monde présent.

De fait, le cauchemar démocratique, c'est ce que vivent aujourd'hui, bien qu'à des degrés divers, des centaines de millions et peut-être des milliards d'hommes et de femmes, au Nord et au Sud. Dans un ouvrage récent, Pierre Dardot et Christian Laval nous expliquent que le néolibéralisme n'est pas seulement un dogme, mais une réalité politico-institutionnelle qui se nourrit et se renforce avec les crises<sup>15</sup>. D'où « *ce cauchemar qui n'en finit pas* », pour reprendre le titre que les auteurs ont donné à leur ouvrage, état de fait désastreux qui nous laisse croire que nous vivrions en démocratie du simple fait que nos institutions politiques nous permettraient de manifester nos choix à l'occasion d'élections libres. Or ce qui caractérise précisément ce que Sandra Laugier a appelé « *les nouvelles formes de l'activité politique* » en démocratie consiste précisément à faire émerger de nouvelles règles d'organisation sociale dans tous les lieux où donner vie et sens aux principes aux principes d'égalité, d'autonomie et de pluralisme censés définir la démocratie. Si l'on se souvient de la manière dont s'est construite notre République, comme bien d'autres, il est aisé de comprendre ce que signifie la philosophe qui constate que « *la rue est redevenue d'une manière spectaculaire et originale un lieu politique majeur depuis 2011* »<sup>16</sup>. Et cela vaut même pour les tenants de la *Manif pour tous*, qui sont allés jusqu'à qualifier leur mobilisation de *Printemps français* ! ... Car « *la rue* », en démocratie, c'est aussi « *la droite* », comme nous le rappelle avec pertinence Danièle Tartakowsky dans une récente étude sur *Les Droites et la rue, de 1880 à nos jours*.<sup>17</sup>

Que du moins cet *a parte* me permette de préciser à la fois la complexité et le risque que peut constituer la revendication de *démocratie réelle*. Ceux qui, de plus en plus nombreux, dénoncent le « système » politique confisqué par des partis qui imposent les règles et font de

<sup>13</sup> *Op. cit.*

<sup>14</sup> Marcel Gauchet : *Le nouveau monde (L'avènement de la démocratie, IV)*. 750 p., Gallimard, 2017. *Entretien avec Marcel Gauchet, Le Monde* du vendredi 27 janvier 2017.

<sup>15</sup> Pierre Dardot et Christian Laval : *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*. 252 p., La Découverte, 2016.

<sup>16</sup> Sandra Laugier, *op. cit.*

<sup>17</sup> Danièle Tartakowsky : *Les Droites et la rue. Histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*. 208 p., La Découverte, 2014.

la conquête du pouvoir leur préoccupation majeure, ont-ils vraiment conscience de la lourde responsabilité qui échoit aux citoyens qui ont alors la tâche de s'investir en permanence et dans tous les domaines de la vie quotidienne pour réaliser un monde acceptable ? L'exercice quotidien de la démocratie directe suppose en effet une motivation, ou éventuellement une remotivation à l'égard des valeurs et des institutions démocratiques dont un philosophe américain, Simon Critchley, a récemment fait un objet d'investigation qui peut bien laisser perplexe quiconque partage le diagnostic d'un « *déficit de motivation massif au cœur de la démocratie occidentale* ». <sup>18</sup> Une telle charge, qui suppose une mobilisation citoyenne de tous les instants, peut devenir un véritable cauchemar pour nombre d'individus ; quitte à faire émerger un monde qui instaure un tout autre rapport au politique, chacun doit être en mesure de se mobiliser autrement que dans ces circonstances occasionnelles que constituent les refus, les indignations et les protestations. Car on peut bien chasser du pouvoir Ben Ali ou Moubarak, il reste à construire *la démocratie* (réelle), sachant que condamner l'arrogance et l'incompétence des gouvernants, ou bien même dénoncer les impostures de la démocratie représentative risque de tourner au cauchemar si ne voit pas le jour un projet politique consistant susceptible de mobiliser les citoyens autour de perspectives nouvelles et positives.

C'est là, et là seulement, que prend sens la volonté des citoyens de contrôler ce que font leurs dirigeants. C'est à cette condition que, selon les mots de Sandra Laugier et Albert Ogien, « *le décalage observable entre la politique de la rue et la politique des urnes n'est pas forcément preuve d'un désaveu* » <sup>19</sup>. Autrement dit, complexité n'est pas forcément cauchemar ; simplement, les critères susceptibles de déterminer les choix des citoyens dans le cadre électoral relève d'une logique différente de celle qui les amène à participer directement à la prise de décision lorsqu'il s'agit de « *l'autogestion du commun* », pour reprendre la formulation de Michael Hardt et Antonio Negri <sup>20</sup>.

D'où le passage d'une conception restrictive de la politique, celle des partis qui ne sont pas (ou plus) à l'écoute des citoyens et des syndicats qui ne défendent plus vraiment les travailleurs, à une approche beaucoup plus large, qui renoue avec la tradition qui fut celle de l'émancipation collective. Alain Badiou (cité par Sandra Augier et al.) résume ainsi ces deux conceptions de la politique : une conception « *étatique* » (qu'il appelle « *idéologie démocratique* » ou « *démocratie électorale* »), fondée sur le culte de l'Etat et celui des élections ; et une conception « *mouvementiste* » de la démocratie, beaucoup plus riche, fondée sur le dynamisme des collectifs et des associations égalitaires engagées sur buts circonstanciels (questions écologiques, libération de la femme, droits des homosexuels...).

Dans l'ouvrage de Sandra Laugier et Albert Ogien que j'ai mentionné à plusieurs reprises, les auteurs rendent un hommage appuyé à un grand philosophe américain, John Dewey, qui a vécu de 1859 à 1952. Et à juste titre, tant sa conception de la politique est tout entière centrée sur la réalisation de soi par la participation à l'action collective, précisément parce que la démocratie n'est pas seulement un régime politique, mais qu'elle doit être et demeurer avant tout *un mode de vie*. Ils résument ainsi sa pensée : « *Tous les membres d'une société se trouvent à égalité de responsabilité et de compétence dans le travail collectif qui consiste à s'occuper des questions d'intérêt public qui se posent incessamment à eux... et qu'ils se trouvent dans l'obligation de résoudre* ». <sup>21</sup> Je ne peux résister au plaisir de vous soumettre

<sup>18</sup> Simon Critchley : *Une exigence infinie. Ethique de l'engagement, politique de la résistance*. 220 p., François Bourin, 2013.

<sup>19</sup> *Op. cit.*

<sup>20</sup> *Op. cit.*

<sup>21</sup> Sandra Laugier et Albert Ogien, *op. cit.*

une autre formule que devraient méditer longuement les élites (et de plus en plus souvent soi-disant élites) qui nous gouvernent : « *Ceux qui font l'expérience [des problèmes] sont les mieux à même de les qualifier et de leur apporter les solutions les plus satisfaisantes* » (*ibid.*)... Reste une condition sine qua non de la réalisation d'un tel projet : l'instauration d'un *débat public véritable* au lieu d'un pseudo débat cousu de désinformation et de manipulation, comme ceux ayant trait aux questions énergétiques ou au stockage des déchets. Il faut reconnaître à cet égard l'ambivalence cauchemardesque de l'émergence du numérique dans la démocratie. Ainsi que nous en avons longuement débattu lors de nos trois rencontres consacrées naguère à une *Réflexion sur la civilisation numérique*, dont la conclusion était que la démocratie sera numérique ou ne sera pas<sup>22</sup>. Autant ce que Daniel Cardon a appelé *la démocratie internet*<sup>23</sup> se présente comme un outil de vigilance accrue sur la manière dont les gouvernants exercent leur mandat, autant la vitesse de l'information et l'expansion donnée à celle-ci par les réseaux sociaux viennent singulièrement compliquer, voire pervertir l'exercice normal de la démocratie. Il n'en reste pas moins, pour reprendre une déclaration de Julian Assange, le porte-parole de *Wikileaks*, que « *la véritable démocratie est la résistance du peuple, armé de la vérité, contre les mensonges, de Tahrir jusqu'ici, à Londres* »<sup>24</sup>.

Si d'ailleurs la véritable démocratie a partie liée avec la vérité, encore faut-il qu'en tous domaines, et pas seulement dans les médias, la question du langage fasse l'objet d'une attention particulière, sachant que le discrédit de la démocratie tient pour une part au fait que les mots ne signifient plus grand-chose.

A commencer par le mot *démocratie*, et ses corolaires, les adjectifs *citoyen* et *républicain*, dont l'usage est devenu si abondant, surabondant même, qu'ils deviennent inaudibles ou du moins que leur portée sémantique n'entraîne plus aucune conviction. Catherine Colliot-Thélène a raison d'insister sur ce que l'exigence générale d'une extension de la démocratie à des domaines qui ne relèvent pas directement de LA politique (disons l'Etat et ses institutions), mais ressortissent néanmoins à ce qu'on peut considérer comme relevant DU politique (disons l'organisation de la vie quotidienne de tous les citoyens), ne peut être revendiqué qu'à condition de comprendre que l'exigence de démocratie (directe) ne vise pas à la disparition de l'Etat et de ses institutions, autrement dit à la suppression de LA politique, mais à une extension de la démocratie, ce que notre auteure qualifie de « *démocratisation de la démocratie* », qui vise en réalité à réconcilier LA politique et LE politique<sup>25</sup>. Tant il ne s'agit pas seulement d'une question de sémantique, parce que si nous voulons que le présent ne tourne pas au cauchemar démocratique, nous avons tous intérêt à entendre, je veux dire à prendre en compte et à faire quelque chose de cette « révolution globale » qui appelle à en finir avec une conception restrictive de la politique, celle de « l'idéologie démocratique » (Alain Badiou), qui, en refusant d'entendre, c'est-à-dire de prendre au sérieux, les mobilisations populaires qui essaient dans nombre de régions du monde, ne font qu'entretenir un conservatisme ou un passéisme qui deviendra, lui, le vrai cauchemar démocratique. C'est au demeurant l'appel que Joan Tronto, professeure de science politique à l'université du Minnesota et l'une des pionnières, avec Carol Gilligan, de l'introduction dans la pensée politique de ce qu'on appelle en anglais *le care*, autrement dit un ensemble de dispositifs sociaux visant à soulager la souffrance humaine et assurer à tous la meilleure qualité de vie possible, y compris en matière environnementale. Pour que la démocratie ne

<sup>22</sup> Texte disponible en ligne <http://www.memorial-caen.fr/les-evenements/conferences/les-dialogiques-du-memorial-de-caen>, en particulier la conférence intitulée *Une démocratie à (re)construire*.

<sup>23</sup> Daniel Cardon : *La démocratie internet. Promesses et limites*. 112 p., Seuil, 2010.

<sup>24</sup> Cité par S. Laugier & al., op. cit.

<sup>25</sup> Catherine Colliot-Thélène : *La démocratie sans démos*. 256 p., PUF, 2011.

devienne pas le cauchemar de ceux qui se trouvent fragilisés par les méfaits de la finance et du néolibéralisme mondialisés, les tenants de la politique du *care* appellent « *les élites... à prendre au sérieux les critiques qui s'expriment, que ce soit sur un mode individuel ou collectif...* »<sup>26</sup>.

En définitive, ce qui me semble caractériser l'ensemble des mobilisations qui, depuis quelques années et de par le monde, dénoncent le mépris dans lequel les gouvernants tiennent généralement les peuples, c'est un appel à de nouvelles formes d'action politique placées sous l'égide du « principe démocratie », autrement dit du contrôle démocratique. Certes, ce mouvement mondial de protestation, pour légitime que nous, citoyens des démocraties classiques, le reconnaissons, n'a pas, à ce jour, de statut politique précis, sans doute parce qu'il demeure essentiellement de l'ordre du refus, celui de se résigner à l'inacceptable, résignation qui constituerait le pire des cauchemars. Il semble pour le moment qu'en dépit de réussites partielles ou momentanées dont j'ai signalé quelques-unes, une grande tentative globale de rupture politique n'ait guère de chance d'aboutir. Mais ce qui doit importer à tous ceux qui sont attachés au « principe démocratie », c'est une attention ininterrompue à une somme d'expériences qui ont en commun une volonté d'extension de la démocratie là où la politique tend à devenir un exercice purement technique réservé aux financiers et aux économistes.

---

---

<sup>26</sup> Carol Gilligan, Arlie Hotschild, Joan Tronto : *Contre l'indifférence des privilégiés. A quoi sert le care*. 136 p. Payot, 2013.